

Déclaration liminaire de la FSU

CTSD du 5 juillet 2022



Il y a des convocations dont l'objet s'éloigne terriblement des attendus, comme par exemple ce CTSD dont la tenue est l'examen de l' «ajustement dans le 2d degré ». On s'attendrait donc à une modification due à une nouvelle condition afin de compenser un déséquilibre... Mais nenni. Modification, il y a, certes, au niveau de l'augmentation des effectifs, par contre, rien n'est réajusté en termes de moyens de fonctionnement. Pas plus que de moyens pour pallier les conséquences du confinement, après 2 ans d'une scolarité chaotique due à la pandémie, et aucun dispositif pédagogique permettant de travailler sur les difficultés des élèves... Bref en deux mots : moyens constants !

Le déséquilibre est pointé. L'invitation forcée à consommer la marge d'autonomie est envoyée. Adieu à tous les projets prévus dans les autres divisions.... Ce sont donc encore une fois les enseignants et les élèves qui subiront la gestion de la pénurie de moyens !

La FSU 90 déplore que la direction départementale n'ait plus les moyens de créer toutes les divisions nécessaires lorsque les effectifs augmentent significativement dans un niveau de collège et pas plus que ceux à prendre en compte les flux horizontaux liés à la construction de nouveaux logements et à l'arrivée de nouvelles familles, ou la paupérisation de certains quartiers de la ville. De plus, la FSU rappelle qu'elle continue de revendiquer une révision urgente de la sectorisation sur la ville de Belfort. La carte de la sectorisation date de 2015 et elle n'est plus représentative de l'évolution ni des changements qui ont eu lieu dans notre département. Elle pénalise fortement certains collèges en imposant des conditions de travail et des conditions d'apprentissage dégradées.

Nous pouvons conclure que sans volonté politique locale, d'une part, et sans volonté politique nationale de rupture et d'investissement dans l'Education Nationale, d'autre part, aucune amélioration ne sera possible.

La FSU 90 restera vigilante et continuera à porter les revendications pour un Service Public de qualité et à la hauteur des attentes.